

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 21 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE ARMOR SILO

La Gare
22640 PLENEE JUGON

Code AIOT : 0005500239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement SOCIETE ARMOR SILO implanté La Gare - ZA les Vallés 22640 PLENEE JUGON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une vingtaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE ARMOR SILO
- La Gare - ZA les Vallés 22640 PLENEE JUGON
- Code AIOT : 0005500239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Armor Silo exploite une installation de stockage de produits agro-alimentaires (céréales). Elle dispose d'une capacité de stockage de 98 000 tonnes dans 4 cellules à plat.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de lutte contre l'incendie
- Etat des produits dangereux stockés
- Prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-31	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-31	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-6-5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie, ce contrôle a montré que l'employé présent pour assurer le fonctionnement du site n'était pas formé en cas d'incident. L'exploitant devra donc s'assurer de former tout son personnel au risque accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-31
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 m de ses limites d'un ou plusieurs poteaux d'incendie conforme à la norme NFS 61213 de fournir un débit de 1000 l/min sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'incendie d'un volume minimum de 120 m³ sera créée.</p> <p>Une plate-forme d'aspiration « pompier » sera aménagée à partir du canal ou de la rivière. Son accès sera maintenu dégagé en permanence.</p> <p>En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs appropriés en nombre suffisant, disposés dans les différents locaux en fonction des risques encourus (Ils seront d'un type homologué NF MIH). - d'une ou plusieurs colonnes sèches. La prise de chaque colonne devra être facilement accessible et signalée. Elle devra comporter un système de purge en partie basse. <p>A chaque niveau accessible, des prises d'incendie à robinets devront être installées sur ces colonnes.</p>

Constats :

Le site dispose d'un poteau incendie à moins de 100 m des limites de propriété, situé entre les 2 portails pour les livraisons et chargements.

Un autre poteau incendie est présent au bout de l'impasse à moins de 100 m de la limite du fond.

L'agent présent sur site n'a pas été en capacité de nous indiquer les débits de ces poteaux.

Il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de connaître les débits et dimensionnements des poteaux constituant les moyens de lutte contre l'incendie de son site. Il devra donc se rapprocher des services de la mairie pour s'assurer qu'ils répondent aux dispositions réglementaires imposées au site.

L'agent présent lors de la visite à indiquer que le site disposait d'une réserve d'eau. Cependant, il n'a pas été en capacité d'indiquer où elle se trouvait. Lors de la visite des extérieurs, l'inspection n'a repéré aucune réserve sur le site.

Post-inspection, par téléphone, le responsable de site a informé l'inspection qu'un bassin étanche est présent à environ 100 m du portail de sortie, le long de la voie ferrée. L'exploitant a indiqué que ce bassin, qui appartient à la société, sert de réserve incendie et de confinement des eaux pluviales de ruissellement.

Concernant l'utilisation du bassin comme réserve d'eau, l'exploitant devra :

- transmettre le volume disponible en permanence pour les besoins en eau du site ;
- indiquer comment le bassin est conçu pour permettre d'avoir en permanence ce volume utile d'eau (vanne de fermeture en position fermée, dispositions constructives ...) ;
- indiquer si un débourbeur-déshuileur est présent en amont permettant de traiter les eaux au préalable ;

De nombreux extincteurs sont présents sur le site : au niveau des bureaux, le long du bâtiment renfermant les cellules et 1 extincteur par cellule est disposé sur la passerelle au-dessus des cellules de stockage. La passerelle n'a pas pu être visitée car une opération de fumigation était en cours de finalisation. Cependant, les extincteurs ont été aperçus depuis le bas de la cellule.

Le site dispose d'une colonne sèche au niveau de la tour à l'entrée du site. Elle est accessible et signalisée par un panneau au-dessus des branchements.

Contrôle de la colonne sèche :

- Système de purge en partie basse : a priori non. Seule une prise incendie avec un robinet est présent.
- Prises d'incendie à robinets en partie haute : oui à chaque palier, à l'extérieur de la tour.

Concernant le système de purge en partie basse, l'exploitant devra faire le point avec un organisme habilité et les mettre en place si sa colonne ne répond pas à la prescription.

Concernant, la prescription demandant l'aménagement d'une plate-forme d'aspiration au niveau du canal ou de la rivière, l'employé nous a informé qu'il n'y avait pas de canal ou rivière à proximité immédiate du site. Un canal serait éventuellement présent près de la RN12 au niveau du pont le plus proche.

L'exploitant devra indiquer à l'inspection si cette prescription est toujours adaptée, auquel cas il devra s'assurer de cet aménagement. Dans le cas contraire, il pourra demander une modification de cette prescription en déposant un dossier à connaissance comportant l'ensemble des justifications de cette modification.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-31
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.
Constats : L'agent présent sur site a présenté le registre de maintenance périodique des extincteurs. Sur le registre de maintenance des extincteurs, il est indiqué la présence de 15 extincteurs au total. Celui du bureau et 2 le long des silos ont été contrôlés. L'extincteur n°13 ne portait pas l'inscription du contrôle de 2021. L'exploitant devra veiller à son bon contrôle pour 2022. La colonne sèche ne fait pas l'objet de contrôle périodique. Il est rappelé que les colonnes sèches doivent faire l'objet d'un contrôle périodique réglementaire. Le contrôle de la colonne a montré un état correct mais vieillissant. L'inspection des prises montrent qu'elles n'ont pas été testées depuis longtemps. L'exploitant devra rapidement réaliser un contrôle de sa colonne sèche et mettre en place son contrôle périodique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-32
Thème(s) : Risques accidentels, Voies pompiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords des stockages ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours. Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente. [..]
Constats : Une voie « engins » fait tout le tour du site. Elle est accessible et dégagée. Un plan de circulation est présent dans le bureau, datant de 2013. Cependant, il n'est pas très lisible (petite échelle et couleur d'écriture non lisible). L'exploitant devra rendre plus lisible son plan. Aucune matérialisation des informations pour les services de secours (sens de circulation, stationnement...) est indiquée au sol et sur les bâtiments. L'exploitant devra mettre en place un marquage pour les services de secours pour permettre une meilleure intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 2-6-5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales si les dispositions de la prescription 6-3 ci-dessus ne sont pas respectées.
Constats : Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence d'un bassin ou d'un dispositif de récupération des eaux susceptibles d'être pollués ou de substances polluantes en cas d'incident. Aucune vanne de confinement n'a été repérée ou est indiquée sur le site. L'agent présent n'a pas su répondre aux questions de l'inspection vis-à-vis de cette prescription. L'ensemble des eaux s'évacuent gravitairement vers le portail de sortie du site. De nombreux regards d'eaux pluviales sont présents sur le site. Post-inspection, par téléphone, le responsable de site a informé l'inspection qu'un bassin étanche est présent à environ 100 m du portail de sortie, le long de la voie ferrée. La consultation de la vue aérienne du site via géoportail montre la présence de ce bassin. L'exploitant a indiqué que ce bassin, qui appartient à la société, sert de réserve incendie et de confinement des eaux pluviales de ruissellement. L'ensemble des eaux du site transitent par ce bassin. En revanche, il n'a pas su dire si une vanne de confinement était présente. L'exploitant devra indiquer à l'inspection si un débourbeur-déshuileur est présent sur le site pour le traitement de ses eaux pluviales et si une vanne est présente au niveau du bassin permettant une mise en confinement de toute pollution accidentelle sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet